

Le Courriel d'information

n°355 – Vendredi 16 août 2002

REJET DU FMI ET DE LA BM

Dans ce numéro

Crise du capitalisme et crime d'entreprise

Par Walden Bello (Directeur general de "Focus on the Global South")

Traduction. Sophie Trimoreau, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

L'atteinte à la réputation des entreprises qui ont constitué à une époque le gratin de Wall Street se poursuit et la fin n'est pas encore en vue. Une chose est sûre : déjà fragilisé avant le scandale d'Enron, la légitimité du capitalisme mondial comme système dominant de production, de distribution et d'échanges va continuer à s'amenuiser, même au coeur du système boursier. Durant la période dorée de ce qu'on a appelé la "nouvelle économie", en 2000, une enquête menée par Business Week montrait que 72% des Américains estimaient l'emprise des grandes entreprises sur leur vie trop importante. Ce chiffre est probablement bien plus élevé aujourd'hui.

De même que la surévaluation massive des titres qui a mené à l'effondrement des entreprises de l'internet à Wall Street en 2000-2001, la fraude d'entreprise est une composante essentielle de la "nouvelle économie". Pour bien comprendre, il faut avoir en tête deux évolutions clés du fonctionnement du capitalisme mondial au cours des années 80 et 90 : les capitaux financiers sont devenus le moteur de l'économie mondiale, et une crise de surcapacité ou de surproduction est apparue dans l'économie réelle.

Ces vingt dernières années ont vu la déréglementation des marchés financiers et



attac

l'élimination progressive des entraves à la libre circulation des capitaux entre pays et entre secteurs (comme par exemple le "US Glass-Steagall Act" qui interdit aux institutions financières d'entrer dans des activités commerciales et d'investissements bancaires). Il en a resulté une spectaculaire poussée de l'activité spéculative qui a fait de la finance le secteur le plus rentable de l'économie mondiale. Tellement rentable, qu'aux activités traditionnelles (prêts, actions, obligations) se sont ajoutés des instruments financiers toujours plus sophistiqués, comme les opérations à terme, les swaps, les options (ce qu'on appelle les produits derivés). Dans ces operations, ce ne sont pas les actifs qui ont engrangé les bénéfices, mais la spéculation sur les prévisions de risque concernant les actifs sous-jacents.

L'attrait du secteur financier comparé à d'autres secteurs de l'écomonie, comme le commerce ou l'industrie, a encore été mis en évidence par le fait que dans la deuxième moitié des années 90 le volume journalier des transactions sur les marchés des changes dépassait 1200 milliards de dollars, soit la valeur des échanges de biens et services pour tout un trimestre.

Avec un secteur spéculatif inondé de liquidités - qui pour la plupart venaient de l'extérieur des Etats-unis- les grandes sociétés, pour assurer leur financement, ont accru leur dépendance à une utilisation massive du crédit et à la vente de titres plutôt qu'aux bénéfices non distribués. Cette dépendance fut particulièrement sensible dans la deuxième moitié des années 90, quand la vague de prospérité des années Clinton a commencé a faiblir. Cette vague avait provoqué une explosion des opérations d'investissement, et par la même une extraordinaire surcapacité générale de l'activité. Les indicateurs étaient alors sans ambiguité. L'industrie informatique américaine affichait une croissance annuelle de 40%, rendement bien supérieur aux prévisions d'accroissement de la demande. L'industrie automobile mondiale écoulait seulement 74% des 70,1 millions d'automobiles construites chaque année. Les investissements en infrastructure de télécommunications ont été tellement importants que le trafic opéré par fibres optiques n'a atteint que 2,5% de sa capacité. Les détaillants n'ont pas été épargnés. Des géants de la grande distribution comme K-Mart et Wal-Mart ont été affectés du fait de leurs surfaces de ventes largement excessives. Il y a eu, selon les mots de l'économiste Gary Shilling, "suroffre en presque tout".

Apparemment les bénéfices engrangés par le monde de l'entreprise aux Etats-unis ont cessé de croître à partir de 1997, entraînant ainsi les sociétés dans une vague de fusions, certaines motivées par l'élimination de la concurrence, d'autres par l'espoir d'un regain de rentabilité selon un mysterieux procédé connu sous le nom de "synergie". Les plus importantes : l'union Daimler Benz-Chrysler-Mitsubishi, le rachat de Nissan par Renault, la fusion Mobil-Exxon, l'entente BP-Amoco-Arco, le vaste programme "Star Alliance" entre compagnies aériennes, l'entente AOL Time Warner, le rachat de MCI par Worldcom. En fait, nombre de fusions ont en definitive additionné les dépenses, mais pas la rentabilité, comme cela s'est passé par exemple pour la très médiatique entente AOL Time Warner. Là où les fusions n'ont pas été possibles, une concurrence acharnée a conduit les sociétés à la faillite, dont le géant K-Mart.

Avec des marges bénéficiaires minces ou inexistantes, la survie des entreprises passait par une dépendance toujours plus grande au financement par les revenus de la bourse, elle même sous l'influence croissante des financiers d'activités hybrides commerciales et d'investissements, comme JP Morgan Chase, Salomon Smith Barney et Merrill Lynch, qui ont exercé une très forte pression pour conclure des ententes. Pour masquer le peu d'attrait de leur résultat financier, des entreprises ont emprunté la voie des opérations à termes contre monnaie sonnante et trébuchante, jeu auquel quelques dirigeants imaginatifs se sont montrés particulierement doués dans le secteur de la haute-technologie. Cette technique, en apparence novatrice, qui base les échanges sur l'illusion, a abouti à l'envolée à des niveaux stratosphériques des titres du secteur de la haute-technologie, où ils ont perdu tout rapport avec la situation réelle des entreprises. L'action Amazon.com, par exemple, a connu une augmentation constante de son cours au moment même où l'entreprise enregistrait des bénéfices. Mais d'autres start-ups, sans plus aucun lien avec l'activité de production, ont servi principalement à gonfler artificiellement le cours des actions pour donner aux apporteurs de capital risque et aux dirigeants détenteurs de stock options la possibilité de se remplir les poches lors d'une vente rapide, après quoi l'entreprise était laissée à l'abandon pour finir par disparaître.

In fine, le commerce basé sur l'illusion ne peut pas conduire ailleurs. La réalité a fait son apparition en 2000, balayant d'un coup 4600 milliards de dollars investis en bourse. Comme l'a relevé Business Week, cette somme représentait la moitié du PNB des Etats-unis et 4 fois la richesse engloutie dans le crack boursier de 1987.



La vague de prosperité a été prolongée artificiellement pendant 3 ou 4 ans par la folie de la netéconomie, mais les Etats-unis sont entrés en récession en 2001. Et c'est précisement parce que la réalite a été si longtemps masquée par l'illusion de la prospérité qu'il va falloir encore plus longtemps pour corriger les énormes déséquilibres structurels qui se sont mis en place. Si même cela est encore possible.

En définitive, il n'y avait qu'une façon d'attirer les investisseurs : afficher un bilan positif. Voila la simple et dure réalité qui a conduit à la multiplication des techniques de falsification des comptabilités, tels les "partenariats" du directeur financier d'Enron Andrew Fastow. Ces partenariats étaient en fait des mécanismes permettant de ne pas porter les principales dépenses et dettes au bilan. Worldcom a eu recours à des méthodes encore plus grossières en faisant passer les frais de fonctionnement pour des dépenses d'investissement.

Dans ce contexte de dérèglementation, et étant donné la conception néolibérale non interventionniste dominante pour aborder le secteur privé, de telles pressions n'ont eu aucun mal à venir à bout des séparations entre direction et conseil d'administration, entre analyste et courtier, entre contrôleur et contrôlé. Confrontés à la perspective d'une économie dans une spirale descendante et à celle de revenus de plus en plus maigres, les comités de surveillance des entreprises et les dirigeants qu'ils sont censés surveiller ont cessé de faire comme s'ils évoluaient dans un système d'équilibre des pouvoirs. Ils ont joint leurs efforts pour soutenir l'illusion de la prosperité –et ainsi garder un lien avec les investisseurs qui ne se doutaient de rien- aussi longtemps que possible.

Ce front uni n'a pas duré bien longtemps cependant car, pour ceux qui connaissaient la situation, la tentation était grande de vendre avant que le gros des investisseurs ne soient informés de ce qui se passait. Le sens des affaires a fini par se limiter à vendre au bon moment, prendre l'argent, la poudre d'escampette… et éviter les poursuites. Voyant la crise poindre à l'horizon, Jeffrey Skilling, PDG d'Enron, a démissionné et réussi à filer avec 112 millions de dollars, produit de la vente de ses stock options quelques mois avant la chute des cours. Dennis Kozlowski, PDG de Tyco, n'a pas eu cette chance. Non content d'empocher 240 millions de dollars, persuadé qu'il y avait encore de l'argent à prendre, il a été stoppé par la faillite de sa société. Il est actuellement poursuivi pour évasion fiscale.

Nul doute que d'autres responsables seront identifiés, et, qui sait, la liste de ces vils personnages pourrait même inclure George W. Bush et Dick Cheney. Mais si les voyous sont légions, il est bon de se rappeler que le coeur du problème, c'est le fonctionnement même de ce capitalisme mondial sans réglementation, commandé par la finance, et que ce n'est pas quelque chose dont on pourra se débarrasser avec des formules historiques du style "Il n'y a pas de capitalisme sans conscience" ou auquel on pourra faire face avec des solutions aussi pittoresques que la "bonne gouvernance d'entreprise".

Aujourd'hui les investisseurs désertent les Etats-unis, le dollar ne cesse de baisser et la menace de surcapacité économique est plus pesante que jamais. Cette profonde crise structurelle de l'économie combinée à la crise de légitimité du capitalisme néolibéral nous promet des lendemains aussi instables que les marchés d'aujourd'hui.

Contact pour cet article. Focus on Global South. Programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. admin@focusweb.org - http://focusweb.org

Brèves d'OMC

Par Groupe Traités internationaux de Marseille

A- La libéralisation du secteur des textiles divise de plus en plus les Etats membres :

Ces différences entre pays développés et PED se sont considérablement aggravées lors de séance du 31 Juillet du Conseil Général. Les PED ont demandé où était le "développement" inscrit dans " l'Agenda du Développement" de Doha ce qui réduit les espoirs d'avancer dans les autres secteurs de la négociation.

Selon le mandat de Doha, le président du Conseil du Commerce des Marchandises (CCM) devait rendre à fin Juillet ses recommandations au CG pour lever les restrictions aux importations sur les textiles et l'habillement dans les pays importateurs (Canada, USA et UE en premier lieu). Or le Président du CCM a dit qu'il n'était pas en mesure de le faire en raison de "différences fondamentales".

Le Bureau International des Textiles et de l'Habillement - BITH (HongKong, Inde, Pakistan, Indonésie et Brésil) ont estimé que les pays développés n'ont pas augmenté progressivement

les quotas de textiles qui auraient permis un accès raisonné à leurs marchés, comme prévu par les paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision de Doha sur l'Application des Accords et par l'Accord de 95 de l'OMC sur les Textiles et l'Habillement. (ATH). Les PED maintiennent qu'ils ont adhéré au processus transitoire de l'ATH, visant à aligner les commerce des textiles sous le régime général du GATT d'ici le 1er Janvier 2005. Selon ses dispositions, l'augmentation des importations des PED dans les principaux pays importateurs de textiles devait être de 16 % par rapport à l'année précédente entre 95 et 97, de 25 % pendant la période 1998-2000 et de 27 % entre 2001 et 2004. Selon un rapport de l'OMC de fin Juillet, l'UE n'a jusqu'ici réduit les restrictions d'importations que sur 20 % des marchandises. Le BITH a cité de son coté les actions anti-dumping injustifiées des USA et les modifications dans les règles d'origine faites au détriment des PED.

Le délégué indien, appuyé par le Brésil, le Pakistan et la Chine entre autre, a lancé un avertissement : "Si la partie développement est mise de côté, cela aura inévitablement des conséquences sur les autres parties",

B- La question du "traitement spécial et différentié" (S&D) reste également en suspens :

Les PED se sont déclarés déçus de ne pas atteindre le but fixé par Doha de présenter "de claires recommandations en Juillet 2002" sur la réforme du traitement spécial et différentié. Leur dépit dans ce qu'il estime être un manque de volonté de la part des pays développés pour faire avancer le sujet les ayant unis, ils ont pu s'opposer aux tentatives d'un certain nombre de pays développés d'en repousser l'échéance à 2003. L'échéance pour la présentation du rapport a donc été repoussée de fin Juillet à fin Décembre prochain.

Beaucoup de PED ont le sentiment qu'ils ont déjà payé pour ce qu'ils croyaient être des dérogations "commercialement valables" : 155 dispositions S&D sont réparties dans les différents accords de l'OMC. Mais la plupart d'entre elles se sont révélées inutiles. Ils ne veulent donc pas à nouveau payer pour elles en les marchandant contre des sujets de l'agenda (environnement, investissement, concurrence) qu'ils ne perçoivent pas comme bénéfiques pour eux .

Un manque de progrès dans ce domaine rendrait vraisemblablement impossible la conclusion du round au 1er Janvier 2005.

C- Les négociateurs US sortent renforcés après l'adoption du "fast-track" par le Sénat :

Pour la 1ere fois depuis 94 la Maison Blanche a reçu l'accord du Sénat (par 64 voix contre 34) pour négocier les pactes commerciaux, appelé aujourd'hui Autorité de Promotion du Commerce. (APC) La Chambre des représentants ne l'avait approuvé que par 215 voix contre 212. Il redonne vigueur aux négociations US en cours tant sur le plan multilatéral (OMC, ALEA) que bilatéral. (avec le Chili et Singapour) et lors du lancement des négociations avec l'Amérique Centrale et le Maroc. P.Lamy s'en est félicité en déclarant que cela levait un "obstacle important" aux discussions à l'OMC. Un représentant démocrate du Michigan a déclaré que l'accord était "vicié" et que les objectifs portant sur la négociation des sujets sociaux et environnementaux n'étaient pas suffisamment stricts.. L'Administration US a fait pression pour qu'on abandonne l'amendement Dayton-Craig figurant dans la lecture précédente et qui permettait au Congrès de rejeter d'un accord les modifications de la loi US sur les subventions et le dumping. Le compromis final entre les 2 Chambres prévoit simplement de tripler l'assistance aux salariés US privés d'emplois en raison de la concurrence étrangère découlant d'accords commerciaux. Le montant projeté est de 10-12 Milliards$ sur 10 ans.

L'APC demande qu'il soit prévu une procédure pour les différends investisseurs contre Etat dans de futurs accords commerciaux. Greenpeace, FOE et CIEL mettent en garde contre l'affaiblissement des normes environnementales.

La partie du texte sénatorial sur les normes sociales (et notamment les lois des partenaires commerciaux sur le travail des enfants à mettre en conformité avec les standards internationaux) a également disparu.

D- Réunion du Groupe de Négociation sur l'accès au Marché :

A la réunion de fin Juillet, la Chine, L'Inde et le Kenya ont déclaré que leur préférence allait à une approche demandes-offres bilatérales. Beaucoup de PED ne sont pas en situation d'ouvrir leur marché de manière linéaire (c'est-à-dire par un abaissement uniforme sur tous les produits et avec tous les partenaires) en raison de leur faible structure industrielle; on peut donc craindre la possibilité d'une désindustrialisation et la perte de revenus pour les gouvernements en cas de réductions importantes sur les tarifs douaniers à l'importation de produits industriels.



Les USA ont présenté un texte qui demande une meilleure coordination entre le Comité de l'OMC "Commerce & Environnement" et le Groupe sur l'Accès au Marché afin d'obtenir un accès substantiel au marché pour les produits environnementaux.
Une autre proposition américaine faite devant ce groupe porte sur l'agriculture

Le système actuel de fixation des tarifs douaniers a permis aux pays désirant protéger leurs agriculteurs contre les importations à bas prix de maintenir des taux élevés dans les domaines sensibles en recourant aux pics tarifaires (des tarifs plus élevés sur les produits sensibles) et à l'escalade des tarifs (des tarifs progressant avec une valeur ajoutée en progression).

La proposition US va à l'encontre de cette méthodologie et demande des coupes tarifaires qui entraîneraient une chute du tarif mondial moyen sur les produits agricoles de 62 à 15 % (le tarif moyen US actuel est de 12 %). L'UE, le Japon, la Suisse, la Norvège et la Corée entre autres (en fait ceux qui défendent la multifonctionnalité de l'agriculture) veulent maintenir le système actuel en vigueur.

Concernant le taux des quotas, les USA et le Groupe de Cairns (à l'exception du Canada) sont en faveur d'une extension de 20 % de tous les quotas. L'UE pas plus que le Japon n'a soutenu cette proposition Si les Membres sont généralement d'accord pour une augmentation des quotas, ils sont partagés sur la manière de l'appliquer.

A la réunion de mi-novembre les Membres devront traduire leurs propositions déposées depuis 2000 dans un texte juridique et technique devant s'appliquer aux modalités. L'Art.14 de la Déclaration de Doha prescrit que ces modalités devront être établies d'ici le 31 Mars 2003.

E- Au Conseil de l'Adpics (session informelle des 24-25/07/2002) :

Les discussions ont porté sur le paragraphe 6 de la Déclaration de Doha (utilisation des licences obligatoires).

Quels produits devaient être couvert par ce paragraphe ? Les seuls médicaments (position des pays développés) ou les produits pharmaceutiques (kits de diagnostique et technologies en liaison avec le traitement (position des PED) ?

Quels pays devraient être éligibles ? Tout pays n'ayant pas les capacités de production suffisante (PED) ou en fonction de critères tels que le développement, la revenu ou la taille ?

Concernant les pays exportateurs éligibles, seuls, pour les USA les PED devraient être autorisés à exporter sous licence obligatoire. Pour d'autres, y compris des PED, le pays importateur devrait être autorisé à obtenir les médicaments de n'importe quel pays.

Les PED ont redit que si transparence et mesures de sauvegarde étaient nécessaires pour éviter la re exportation vers des marchés autres que ceux définis, ces mesures, que certains estiment déjà suffisantes, ne devaient pas en différer l'application.

F- Conseil pour le Commerce des Marchandises (22-23/07/2002) : Rendre les réformes "irréversibles"

Les discussions portent sur la facilitation du commerce (Art. VIII du GATT) en rapport avec les droits et formalités liées aux import-export. Elle fait partie des "sujets de Singapour". L'UE qui a été le principal demandeur sur ces sujets a insisté sur son aspect "pro-développement". Il a déclaré qu'un accord "graverait les réformes dans le marbre" et rendrait "irréversible" l 'application des principes de l'OMC dans les opérations douanières.

Un certain nombre de PED ne semblent pourtant pas convaincu de la nécessité de négocier sur ce sujet. Les Philippines que l'O.M.D (Organisation Mondiale des Douanes) y avait déjà travaillé et mis en garde contre une surcharge de l'agenda de l'OMC.Le Pakistan a déclaré qu'il faudrait une somme considérable de capacité technique dans le domaine douanier pour beaucoup de PED. L'Inde, selon sa traditionnelle opposition aux "sujets de Singapour", a dit que l'Art. VIII avait bien fonctionné en servant de repaire aux Membres en fonction de leurs besoins et qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter de nouvelles contraintes. Le Brésil a estimé que le texte de l'UE contenait trop de mesures sans qu'on puisse avoir l'assurance d'en tirer autant d'avantages. Il a demandé une analyse coûts-avantages portant sur les changements proposés.

G- Nouvelles défaites pour les OGM :

Devant le CA de US Wheat Associates (groupe de promotion pour l'exportation du blé USA) Antonio Costano, qui dirige Euroflour, groupement européen des minotiers, a déclaré que "non seulement nous éviterons d'acheter du blé contenant des OGM mais nous serons



probablement obligé d'éviter d'importer des pays où on sait que du blé avec OGM est produit… Il n'y a pas possibilité de compromis" en raison de la forte opposition de l'opinion contre les OGM et de la présence de produits de substitution nombreux et bon marché. "Les consommateurs européens ne voient aucun avantage dans les OGM; ça ne les attire pas". Pour Rank Hovis, principal minotier britannique, la vente du produit est tout simplement impossible, le consommateur n'étant pas prêt à l'acheter. Monsanto a déclaré au CA qu'il "était en train de modifier sa stratégie" portant sur l'introduction du blé avec OGM et qu'il prenait du recul par rapport à l'échéancier qu'il s'était fixé de l'introduire d'ici 2005, ce qui n'empêche pas Monsanto de chercher l'approbation du blé OGM par les autorités US dès cette année.

La Nouvelle-Zélande de son côté à notifié au Comité de l'OMC sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires san nouvelle législation restrictive portant sur les OGM. Ne sont pas concernés les médicaments ou les produits vétérinaires autorisés en contenant. Les OGM continuent de pouvoir être importés ou développés dans ce pays au titre des expérimentation en laboratoire ou pour des tests en champs délimités.

H- Le Mercure et la Communauté andine joignent leurs forces pour mieux négocier avec les USA sur l'ALEA :

Le Consensus dit de Guayaquil (En Equateur où s'est tenue la réunion) a été approuvé par 10 Chefs d'Etat des pays d'Amérique du Sud (27/07). Outre la collaboration commerciale entre ces pays, il prévoit des engagements sur un certain nombre de propositions d'intégration dans les domaines des transports, de l'énergie ou de la politique économique.

I- Toutes les importations canadiennes en provenance des PMA sans droits de douane ni quotas …sauf… :

Faisant suite à l'annonce faite au dernier G8 de fin Juin, le Canada traitera les importations en provenance des 48 PMA (Pays les Moins Avancés) libres de droits et de quotas à compter du 1er Janvier 2003. Les produits laitiers, les volailles et les œufs en restent toutefois exclus mais le Canada accordera CND 35 Millions pour les aider "à combler le fossé dans les technologies de l'information et de la communication" ! Les importations de ces pays au Canada ont représenté 0.1 % du total de ses importations, soit la moitié de ce qu'elles étaient en 1991. La Myanmar sera maintenu hors du processus en raison de l'opposition canadienne au régime militaire birman.

Par ailleurs, pour faire face aux conséquences de la réduction tarifaire sur les importations de textiles en provenance des PMA ces prochaines années le Canada a annoncé un plan afin d'augmenter la compétitivité internationale de ses propres industries du secteur en le dotant d'un budget de CND 33 Millions.

Contact pour cet article. Omc.marseille@attac.org

Les manoeuvres du FMI en Argentine

Par Naúm Minsburg (Économiste. Membre du Conseil Académique de ATTAC-Argentine)

Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.

Les derniers sondages réalisés et largement diffusés par les médias, ont confirmé ce qui était déjà de notoriété publique: la majorité des citoyens rejettent les accords que les dirigeants politiques argentins tentent de conclure avec le FMI.

Dans ce contexte, il est opportun d'analyser, quoique très brièvement, l'histoire des relations entre notre pays et le FMI (le Fonds monétaire international créé en 1944) qui commence avec le gouvernement appelé " la révolution libératrice " et avec le premier crédit obtenu en 1958 sous le gouvernement du Dr Arturo Frondizi.

Dès lors, le Fonds et son " bras de fer ", la Banque mondiale, ont eu une influence capitale sur le développement socio-économique de notre pays, en imposant des conditions à sa convenance et selon les intérêts des grandes puissances mondiales, essentiellement des États-Unis.

Mais nous ferions preuve d'étroitesse d'esprit en ignorant les conditions imposées par le Fonds, une évidente connivence avec les intérêts des grands capitaux locaux et des filiales des corporations transnationales étrangères, auxquels se sont par la suite ajoutées les opérations financières du grand capital international.

Le but de cet article n'est pas d'effectuer une analyse historique et détaillée ; arrêtons-nous simplement aux derniers mois.

L'Argentine est passée du statut d'élève exemplaire, en appliquant inconditionnellement les directives du FMI, à la position de mauvaise élève qui doit se mettre à genoux pour avoir osé



proclamer publiquement sa situation réelle, c'est-à-dire celle de ne plus pouvoir assumer le paiement de sa dette extérieure.

Comme si le FMI ne savait pas qu'un modèle basé, sur un taux de change fictif imposé de force, sur l'ouverture sans restrictions aux importations de biens et de capitaux augmentait exagérément l'endettement extérieur et les privatisations à des prix dérisoires et avec une augmentation de la corruption menaient nécessairement à une impasse et à une situation explosive!

Pour pouvoir maintenir le modèle " ménemiste – cavalliste – delarruiste " qui s'épuisait et dont nous pouvons constater les résultats, et pour pouvoir faciliter la colossale fuite de capitaux qui s'effectuerait ensuite, Cavallo désigna à la présidence de la Banque centrale un élève scrupuleusement formé par le Fonds, monsieur Mario Blejer. (NTD : Domingo Cavallo fut président de la Banque centrale sous la dernière dictature militaire, chancelier et ministre de l'économie sous Ménem).

Le FMI, pour accorder son " aide ", a commencé par exiger un " plan économique durable " et tant que ce plan ne serait pas mis en œuvre, la communauté internationale n'apporterait pas son appui à notre pays. Une condition qui constitue une exigence irréaliste à l'heure actuelle.

Après les innombrables missions du FMI en Argentine, la dernière dirigée par l'Indien Anoop Singh (celui-là même qui, avec Mario Blejer, fut l'auteur du désastre indonésien) a imposé aux gouverneurs argentins la signature du document des " 14 points " constitué essentiellement de la réduction extrême et permanente des dépenses de l'état. (NDT : Fonds de retraite, santé, salaires, éducation, services sociaux, etc.)

Il est connu qu'en période de crise économique, la réduction des dépenses de l'état ne fait qu'aggraver la situation en provoquant la chute des revenus d'impôts, l'augmentation du chômage, l'appauvrissement critique de la population (plus de la moitié de la population en Argentine), la destruction en grande partie de l'appareil productif, etc. La crise enclenche un cercle vicieux infernal et s'installe de façon permanente.

Voilà la situation en Argentine.

Le 5 février, juste avant qu'Eduardo Duhalde ne soit officiellement désigné Président de la nation, Jorge Remes Lenicov, fidèle disciple du " cavallisme " (NDT :ministre de l'économie qui n'est déjà plus en poste) et le ministre de la " production " qui n'a rien produit pendant son court mandat, Ignacio de Mendiguren (NDT : tous deux choisis par Duhalde) proclament une dévaluation de notre monnaie laquelle se transforme rapidement en une mégadévaluation, d'une ampleur jamais vue ni en Turquie, ni en Russie, ni dans les pays asiatiques.

Le prétexte avancé, d'une telle absurdité, découlant non seulement de l'ineptie et des intérêts de ceux qui l'ont mis de l'avant, était de " rendre l'économie nationale plus compétitive afin d'augmenter nos exportations de façon débridée ". Comme si la compétitivité ne consistait seulement qu'à bénéficier d'un taux de change disproportionné et ne tenait pas compte de facteurs tels la qualité, l'intégration de technologies de pointe, la diligence à livrer comme promis, le respect des ententes, etc.

Ces fonctionnaires ont péché par omission en tenant sous silence qu'une bonne part de la production nationale, par la faute du " cavallisme ", dépend de capitaux importés, ce qui influence à la hausse le coût final de ce qui est produit localement.

Alors que cette mégadévaluation a fait chuter les revenus et les salaires, que l'inflation s'est installée et que se profile à l'horizon une hyperinflation, le FMI exige une politique monétaire soutenant un cours du dollar flottant!
Durant les dernières semaines, le FMI a ajouté comme condition incontournable à son " aide " l'abrogation de deux lois d'importance capitale : la loi sur les faillites et la loi de subversion économique.

La modification de la loi sur les faillites permettra à des créanciers étrangers d'acquérir à un coût dérisoire plusieurs sociétés nationales, amplifiant ainsi le grave processus de perte de contrôle de notre économie aux mains d'étrangers.

L'annulation de la loi de subversion économique vise à protéger d'éventuelles poursuites les directeurs de banques qui ont joué un rôle et collaborent toujours à ce que nous avons appelé " la plus grande escroquerie de l'histoire ", la dépossession de millions d'épargnants piégés dans ce tourbillon infernal. Parallèlement, le pays a été vidé financièrement rendant difficile le rétablissement d'un système bancaire sérieux, nécessaire à la relance de notre économie.

En définitive, nous considérons que les négociations avec le FMI devraient se dérouler en

adoptant une position sans compromis de défense des intérêts nationaux, en essayant par tous les moyens de restructurer sérieusement la dette extérieure, de réaliser un véritable et réel plan de relance de l'économie, d'enrayer graduellement la pauvreté, d'éliminer définitivement le cancer de la corruption, et de se réapproprier l'épargne argentine aujourd'hui totalement accaparée par la spéculation sur les marchés boursiers.

Contact pour cet article. Naúm Minsburg naumin@netizen.com.ar

Rendez-vous à Washington en spetembre !

Par 50 Years is Enough

Traduction. Thomas van Oudenhove et Marie Françoise Perez coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.

Réunions d'automne du FMI et de la Banque mondiale les 28 et 29 septembre 2002

Le communiqué d'aujourd'hui sur l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale laisse à penser que le modèle d'Ottawa de novembre dernier (qui a remplacé l'assemblée prévue fin septembre à Washington et annulée après le 11 septembre) va devenir le nouveau modèle.

Cela signifie : plus de cocktails, d'expositions ou de réunions en rafales dans le plus grand hôtel de la ville. Fini les quelque 20000 délégués qui envahissent la ville, finis les embouteillages de limousines en semaine.

C'est une mauvaise nouvelle pour les hôteliers, les loueurs de limousines, les traiteurs, et potentiellement pour ceux qui espèrent avoir l'occasion de rencontrer et d'influencer les décideurs, depuis les banques qui organisent leurs soirées sans compter, jusqu'aux organisations des pays du sud qui viennent se plaindre de ce que la BM fait dans leur pays.

C'est en revanche une bonne nouvelle pour ceux qui sont dégoutés des excès des assemblées annuelles, notamment les séminaires qui s'auto-justifient et les dépenses de prestige qui accompagnent les bonnes paroles sur la pauvreté et la nécessité d'y mettre fin.

On ne sait pas si ce modèle va devenir permanent, notamment pour ce qui est des réunions qui se tiennent hors de Washington (tous les trois ans). Dubaï, qui devrait accueillir les réunions de l'automne 2003, a émis des bons afin de pouvoir financer la construction d'une kyrielle de nouvelles installations. Je n'ose imaginer leur réaction s'ils découvrent que tout cela ne servira qu'à accueillir une centaine de personnes pour deux jours.

C'est aussi une nouvelle combine pour contrer ceux qui projettent de manifester pendant les réunions. Mais souvenez-vous que les plus grandes manifestations contre le FMI et la Banque mondiale aux USA ont eu lieu pendant les événements du « A16 » en avril 2000, à l'occasion des réunions semestrielles de printemps de ces institutions. Ce nouveau programme ressemble en beaucoup de points au programme habituel du printemps: ce ne sont pas les rencontres entre grands décideurs qui ont été coupées des assemblées d'automne, mais bien les réunions bilatérales et réceptions annexes.

Les plans du réseau de 50 Years is Enough pour l'automne se déroulent bien, de tournées de meetings pendant le mois de septembre (écrivez à organize@50years.org si vous désirez accueillir des experts activistes de Global South) à un séminaire à DC pendant l'assemblée en passant par des rassemblements et des veilles, et d'autres événements encore ?

Rendez-vous à Washington en septembre !

Suit le communiqué officiel, tiré du site Internet du FMI :

Communiqué n° 02/64 ? 11 juillet 2002, Fonds Monétaire International, 700 19th Street, NW Washington, D.C. 20431 USA

Sommet de la Banque mondiale et du FMI les 28 et 29 septembre 2002

Les assemblées d'automne de 2002 du FMI et de la BM auront lieu à Washington, D.C. les 28 et 29 septembre 2002, en ont décidé hier les Conseils d'administration des deux institutions.

Ces réunions se concentrent sur deux jours (28 ? 29 septembre) dans un souci de plus grande rationalité tenant compte des besoins des deux institutions et des considérations logistiques. Toutes les réunions prévues - Assemblée annuelle des Conseils des gouverneurs, Comité monétaire et financier international et Comité de développement -auront lieu normalement.

Ces réunions servent à discuter des faits nouveaux intervenus dans l'économie et les finances internationales ainsi que des politiques visant à renforcer la croissance économique

durable et la lutte contre la pauvreté. Ces assemblées servent de cadre à la coopération internationale et permettent au FMI et à la Banque mondiale de mieux servir leurs 183 pays membres.

Contact pour cet article 50years@50years.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.